

Évolutions monétaires à Mayotte au 30 juin 2014

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Conséquence de la morosité observée au premier trimestre et des perspectives moins optimistes de plusieurs pays émergents, les prévisions de croissance de l'économie mondiale ont été abaissées par le Fonds monétaire international (FMI). Selon les dernières estimations à juillet 2014, la croissance de la production mondiale s'élèverait désormais à +3,4 % sur l'ensemble de l'année 2014 (contre +3,2 % en 2013 et +3,5 % en 2012).

Après une progression de 0,2 % début 2014, le Produit intérieur brut (PIB) de la zone euro est stable au deuxième trimestre (0,0 %). L'économie française connaît, comme au premier trimestre, une croissance nulle sous l'effet notamment d'un nouveau recul de l'investissement et d'une contribution négative des échanges extérieurs (-0,1 point de PIB). La production totale de biens et services est pour sa part quasi stable (-0,1 %). Seule la consommation des ménages se redresse, avec une hausse de 0,5 % des dépenses de consommation.

Lors de sa réunion du 4 septembre 2014, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a adopté des mesures fortes pour faire remonter le niveau d'inflation et soutenir l'activité par la reprise du crédit. D'une part, une nouvelle baisse des taux directeurs : le taux des opérations principales de refinancement est abaissé de 10 points de base, à 0,05 % ; les taux de facilité de prêt marginal et de dépôt sont abaissés de 10 points de base, respectivement à 0,30 % et à -0,20 %. D'autre part, le lancement de deux programmes d'achat d'actifs du secteur privé non financier : un programme d'achat de titres adossés à des actifs (Asset-backed securities -ABS) et un programme d'achat d'obligations sécurisées (covered bonds). Les interventions au titre de ces programmes débuteront en octobre 2014. Lors de la conférence de presse qu'il a tenue à l'issue du Conseil, Mario Draghi, Président de la BCE a notamment indiqué que « Les mesures nouvellement décidées, ainsi que les opérations de refinancement à plus long terme ciblées (TLTRO) qui seront conduites dans deux semaines, auront une incidence notable sur le bilan de la BCE. Elles viennent s'ajouter à l'arsenal des mesures de politique monétaire prises ces derniers mois (...) Dans notre analyse, nous avons pris en compte les perspectives d'inflation globalement faibles, l'essoufflement récent de la dynamique de croissance de la zone euro et la persistance d'évolutions atones de la monnaie et du crédit (...) À mesure qu'elles se transmettront à l'économie, ces mesures contribueront à ramener les taux d'inflation à des niveaux plus proches de 2,0 %. (...) S'il devenait nécessaire d'accentuer notre réponse aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation, le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir également à des instruments non conventionnels supplémentaires dans le cadre de son mandat. »

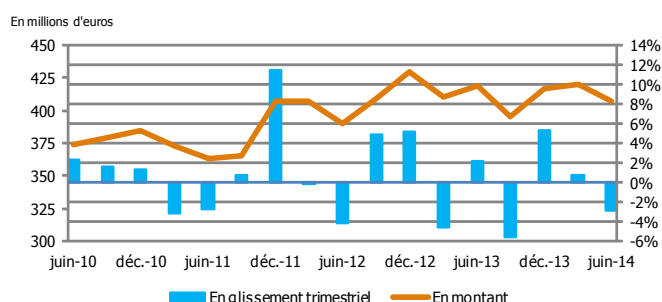
UNE SITUATION FINANCIÈRE QUI S'ESSOUFFLE AU DEUXIÈME TRIMESTRE

Dans un contexte d'amélioration du climat des affaires, l'activité bancaire à Mayotte s'essouffle au deuxième trimestre 2014. La collecte d'actifs connaît un fléchissement après une quasi-stagnation au premier trimestre, et les crédits accordés par les établissements de crédit sont en légère diminution.

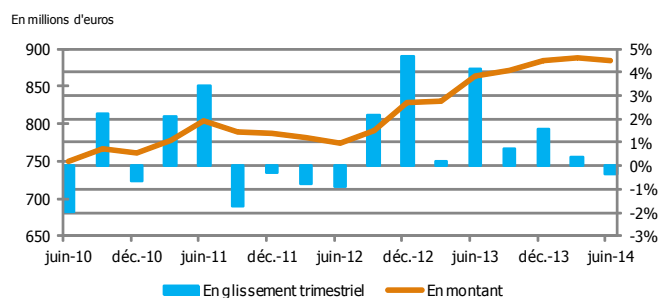
Après une collecte de 419,4 millions d'euros en mars (plus haut niveau atteint ces cinq dernières années), les actifs financiers détenus par les agents économiques reculent de 2,9 % en juin, en raison notamment de la chute de l'épargne à long terme (-19,4 %). Les dépôts à vue se contractent modérément sur la période (-0,4 %) tandis que les placements liquides ou à court terme progressent (+1,7 %, après -1,8 % en mars). Au cours des douze derniers mois, l'épargne collectée se replie de 2,7 % et s'établit à 407,2 millions d'euros au 30 juin 2014.

Les encours de crédits sains accordés à l'économie diminuent pour s'établir à 833,4 millions d'euros (-0,3 %, après +0,3 % en mars 2014), ils continuent cependant de progresser sur un an (+2,4 %, après +7,5 % au premier trimestre). Les crédits octroyés aux ménages demeurent vigoureux (+3,8 %) tandis que ceux accordés aux entreprises et aux collectivités locales reculent de, respectivement, 1,2 % et 4,2 % sur la période.

Évolution des actifs financiers



Évolution des concours bancaires



UNE BAISSÉ CONTENUE DE L'ACTIVITÉ DE FINANCEMENT

Nouveau repli des crédits aux entreprises

Après -0,2 % au premier trimestre, **l'encours sain des crédits accordés aux entreprises** recule de nouveau au deuxième trimestre (-1,2 %) et s'établit à 353,3 millions d'euros au 30 juin 2014 (contre 357,6 millions d'euros en mars). Sa progression annuelle reste cependant dynamique (+4,7 %, soit +16,0 millions d'euros, contre +1,3 % en Métropole).

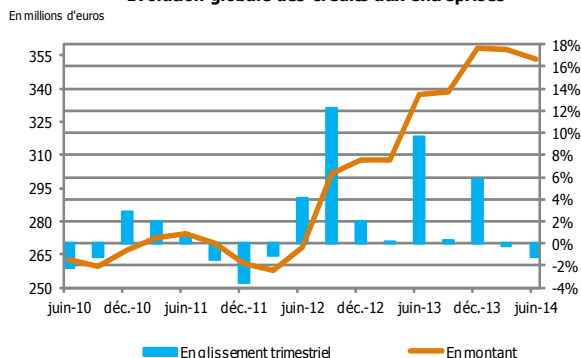
Les **crédits d'investissements**, qui représentent 74,5 % des crédits accordés aux entreprises au deuxième trimestre (contre 72,9 % au premier), augmentent une nouvelle fois (+0,9 %) pour atteindre 263,2 millions d'euros à fin juin. Sur un an, ils progressent fortement (+7,3 %, soit +17,8 millions d'euros) grâce à la croissance des crédits à l'équipement (+7,3 %).

Par contre, **les crédits d'exploitation**, qui ne représentent plus que 7,6 % du total des crédits (contre 9,3 % en mars), se contractent fortement (-18,7 %, soit -6,2 millions d'euros) et s'élèvent à 27,0 millions d'euros, leur plus bas niveau depuis mars 2011 où ils avaient atteint 25,4 millions d'euros. L'évolution des crédits de trésorerie s'inscrit dans cette tendance. Ils s'établissent à 16,3 millions d'euros au 30 juin 2014 (soit -6,0 % sur le trimestre) contre 25,3 millions d'euros un an auparavant (soit -35,5 % sur un an).

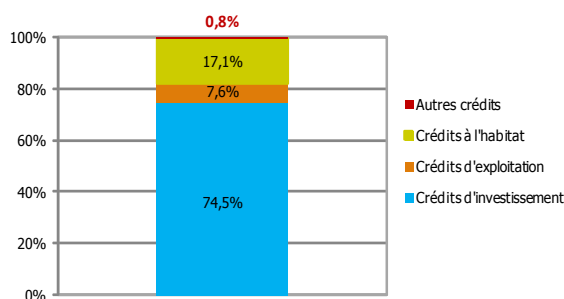
Avec 60,4 millions d'euros à fin juin, les **crédits immobiliers consentis aux entreprises** reculent très faiblement (-0,8 %) et restent dans leur moyenne de fin 2013 (60,8 millions d'euros). Ils enregistrent néanmoins une progression annuelle de 10,9 % (soit +6,0 millions d'euros).

Enfin, les **autres types de crédits** maintiennent leur niveau de la fin d'année 2013 en s'élevant à 2,6 millions d'euros (+5,5 % sur trois mois). Sur un an, ils progressent de 29,6 % mais pour des niveaux d'encours relativement modestes.

Évolution globale des crédits aux entreprises



Répartition des crédits aux entreprises



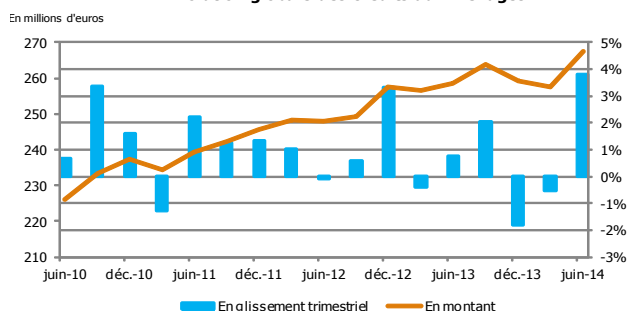
Rebond des crédits aux ménages

Après un léger recul fin 2013 et au premier trimestre 2014, **l'encours sain de crédits accordés aux ménages** repart à la hausse et enregistre une croissance marquée (+3,8 %) au deuxième trimestre pour s'établir à 267,5 millions d'euros (soit +9,8 millions d'euros). Sur un an, les crédits aux ménages connaissent également une croissance soutenue (+3,4 %, soit +8,9 millions d'euros contre +3,0 % en Métropole).

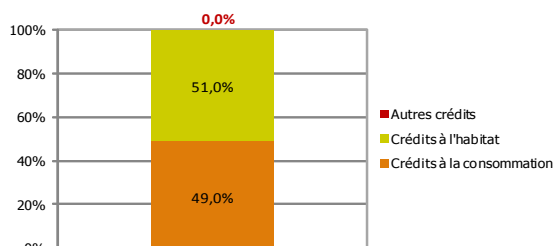
Indicateur important de l'économie mahoraise, les **crédits à l'habitat**, qui représentent 51,0 % des crédits accordés aux ménages, se contractent plus fortement (-3,2 %) qu'au trimestre précédent (-0,9 %) et s'établissent à 136,4 millions d'euros au 30 juin (contre 140,9 millions d'euros en mars). En constant recul depuis le quatrième trimestre 2013, il s'agit de leur plus bas niveau depuis juin 2012 (133,9 millions d'euros). Sur les douze derniers mois, ils se contractent de 5,7 % (soit -8,2 millions d'euros).

Après plusieurs mois de quasi-stabilité, les **crédits à la consommation**, qui représentent 49,0 % des crédits consentis aux ménages, enregistrent une forte hausse sur le trimestre (+12,3 %, soit +14,4 millions d'euros) et s'élèvent à 131,1 millions d'euros (contre 116,7 millions en mars). Les crédits de trésorerie augmentent très fortement sur le trimestre (+13,1 %, soit +14,5 millions d'euros) et en glissement annuel (+15,1 %, soit +16,4 millions d'euros) pour s'établir à 125,9 millions d'euros contre 111,4 millions en mars. Les comptes ordinaires débiteurs reculent modérément (-1,8 %) alors que les encours de crédits-bails chutent plus lourdement (-22,2 %) pour des niveaux d'encours respectifs de 4,9 et 0,3 millions d'euros. Cette bonne orientation des crédits à la consommation des ménages mahorais est notamment liée à la revalorisation des prestations sociales, la période du Ramadan et l'essor des tontines (*Chikowas*).

Évolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



Recul des crédits accordés aux collectivités locales

Après deux trimestres de hausse continue, les **crédits aux collectivités locales** diminuent fortement au deuxième trimestre 2014 (-4,2 %, soit -7,7 millions d'euros) et constituent un encours total de 173,7 millions d'euros. Représentant 98,0 % des crédits accordés aux collectivités, les crédits d'investissement reculent de 4,3 % sur la période et s'élèvent à 170,2 millions d'euros. Les crédits d'exploitation (2,0 % des encours) restent stables et sont entièrement composés des comptes ordinaires débiteurs (3,5 millions d'euros). Sur un an, les crédits d'exploitation chutent de 72,4 % (soit -9,3 millions d'euros) tandis que l'encours total se replie de 1,4 % (soit -7,7 millions d'euros).

Légère baisse de la sinistralité

Au 30 juin 2014, les **créances douteuses brutes** portées par les établissements de crédit se contractent et atteignent 50,7 millions d'euros. Sur les douze derniers mois, les créances douteuses brutes diminuent de 0,3 % (soit -0,2 million d'euros). Le taux de créances douteuses (5,7 %) se replie légèrement (-0,1 point, -0,2 point sur un an). Les créances douteuses des Établissements de crédit installés localement (ECIL) reculent de 0,4 million et leur taux reste stable (6,6 %) sur le trimestre.

Les provisions s'élèvent à 22,4 millions d'euros au 30 juin 2014, soit une hausse trimestrielle de 5,8 % (+15,1 % sur un an). Le taux de provisionnement s'affiche ainsi à 44,2 % (+5,9 points sur un an). Le taux de provisionnement des ECIL s'élève à 45,0 % et s'accroît de 7,0 points sur un an.

UNE COLLECTE GLOBALE QUI SE CONTRACTE

Après deux trimestres en hausse, la collecte globale s'essouffle à fin juin 2014. Les **actifs financiers détenus par les agents économiques mahorais** se contractent de 2,9 % pour atteindre 407,2 millions d'euros contre 419,4 millions d'euros à fin mars, le plus haut niveau de collecte sur les cinq dernières années. Comme les trimestres précédents, l'évolution des actifs financiers est très hétérogène d'une catégorie d'agent à une autre mais, contrairement au premier, le deuxième trimestre se caractérise par une vive reprise des placements des sociétés non financières contrairement à ceux des ménages et des autres agents.

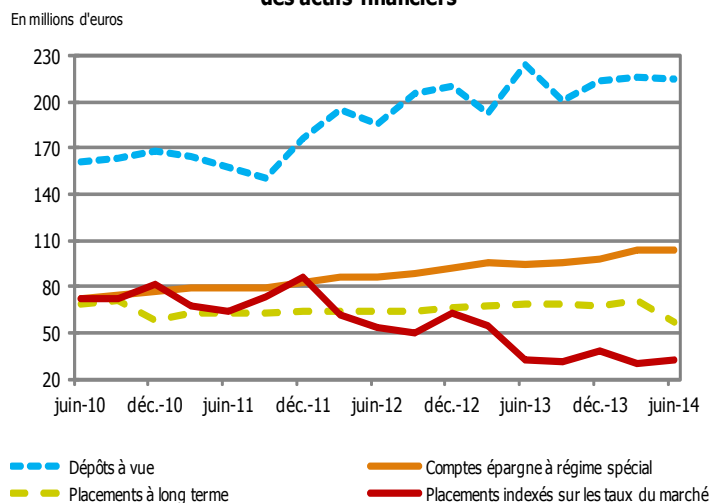
Après une progression régulière sur les six derniers mois, les **dépôts à vue** diminuent légèrement au deuxième trimestre 2014 (-0,4 %, soit -0,8 million d'euros) et, de manière plus prononcée, sur un an (-3,9 %, soit -8,7 millions d'euros). Les **placements liquides ou à court terme** restent vigoureux sur le trimestre (+1,7 %, soit +2,3 millions d'euros) et se renforcent considérablement depuis juin 2013 (+6,6 %, soit +8,4 millions d'euros). Après une croissance de 4,4 % au premier trimestre, **l'épargne à long terme** chute brutalement au deuxième trimestre (-19,4 %, soit -13,6 millions d'euros) suite à une forte diminution des contrats d'assurance-vie (-25,6 %) et une quasi-disparition des valeurs mobilières non monétaires (-86,3 %) dans les portefeuilles des agents économiques.

Baisse prononcée de l'épargne des ménages

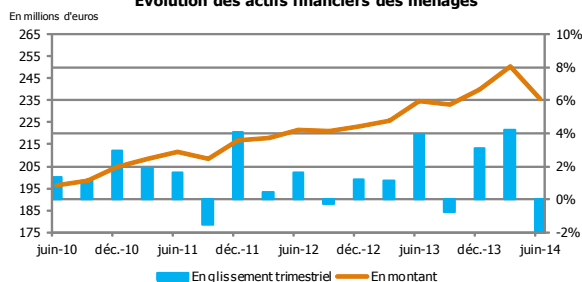
À l'image des dépôts à vue, les **placements des ménages** reculent de 5,8 % (soit -14,7 millions d'euros) sur la période après six mois de vive croissance. Il en résulte une progression annuelle modérée (+0,4 %) pour un niveau d'encours de 235,6 millions d'euros au 30 juin qui fait suite à un pic de 250,3 millions d'euros en mars 2014. Les **dépôts à vue** des ménages mahorais diminuent de 1,5 % (-1,1 million d'euros) après +4,8 % (+3,4 millions d'euros) en mars. Ils progressent tout de même de 4,8 % (+3,4 millions d'euros) sur un an et s'élèvent à 73,8 millions au 30 juin. Les **placements liquides ou à court terme** demeurent relativement stables sur la période (+0,1 %) et s'élèvent à 105,1 millions d'euros, stabilité qui fait suite à une année de forte croissance (+8,7 %, soit +8,4 millions d'euros entre juin 2013 et juin 2014).

Enfin, **l'épargne à long terme** des ménages, qui cumule 56,7 millions d'euros, chute de 19,4 % sur le trimestre (soit -13,7 millions d'euros) après une hausse de 4,5 % en mars. Sur un an, elle recule de 16,0 % (soit -10,9 millions d'euros) et atteint son plus bas niveau depuis juin 2010 (55,1 millions d'euros). Ces fluctuations sont dues aux mouvements sur les produits de valeurs mobilières et d'assurances vie qui reculent de, respectivement, 86,3 % et 25,6 % sur le trimestre.

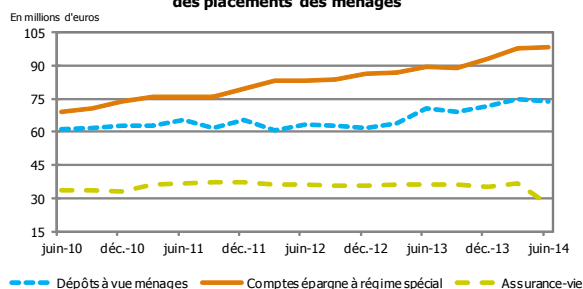
Évolution des principales composantes des actifs financiers



Évolution des actifs financiers des ménages



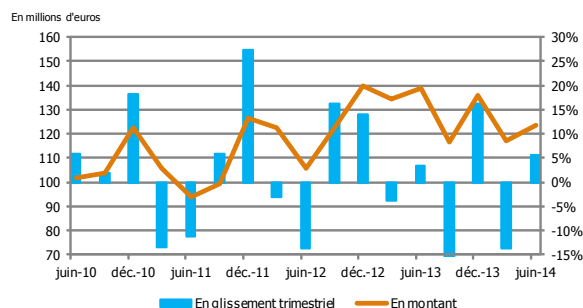
Évolution des principales composantes des placements des ménages



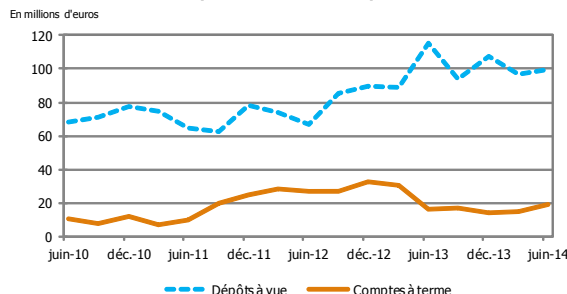
Vive hausse des placements des entreprises

Dans la continuité des trimestres précédents, les **actifs financiers détenus par les sociétés non financières** se caractérisent par une forte variabilité. Le premier semestre de l'année 2014 semble confirmer cette tendance avec un premier trimestre en diminution (-13,6 %) et un second en augmentation (+5,5 %). Sur un an, la collecte des sociétés non financière se réduit de 11,1 % et passe de 139,0 à 123,6 millions d'euros au 30 juin 2014. Les **dépôts à vue** progressent de 3,2 % (bien qu'en chute de 13,2 % sur un an) et atteignent 99,9 millions d'euros d'encours. Les **placements liquides ou à court terme** croissent fortement (+16,6 %, soit +3,3 millions d'euros) après une décollecte marquée au premier trimestre (-27,6 %, soit -7,7 millions d'euros).

Évolution des actifs financiers des entreprises



Évolution des principales composantes des placements des entreprises



Nette dégradation des placements des autres agents

Après une très forte hausse au premier trimestre (+27,3 %, soit +11,1 millions d'euros), les **placements des autres agents** se contractent de 7,5 % (soit -3,9 millions d'euros) au deuxième trimestre et s'établissent à 48,0 millions d'euros. Les dépôts à vue et les placements liquides ou à court terme reculent tous deux de, respectivement, 6,2 % pour atteindre 41,2 millions d'euros et 15,3 % pour s'élever à 6,7 millions d'euros. L'épargne à long terme des autres agents reste à un niveau très modeste (0,1 million d'euros).

MÉTHODOLOGIE

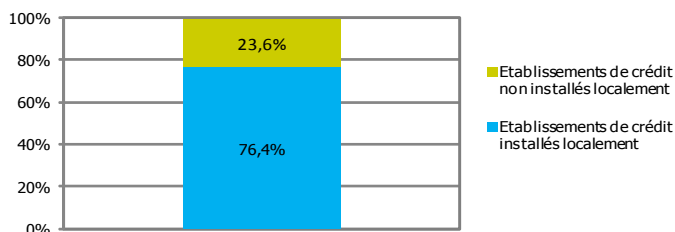
- L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédit non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

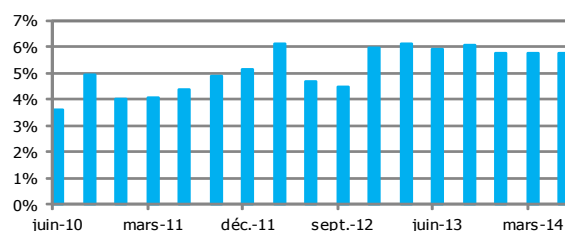
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-10	juin-11	juin-12	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	41,0	31,0	34,9	35,3	36,7	35,6	33,2	27,0	-18,7%	-23,6%
<i>Créances commerciales</i>	3,0	2,3	3,7	3,1	2,5	2,2	2,2	1,5	-31,4%	-51,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	17,4	21,6	25,0	25,3	25,4	23,1	17,4	16,3	-6,0%	-35,5%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	5,0	4,6	3,1	3,3	3,2	3,7	3,6	4,5	24,2%	35,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	19,9	7,1	6,2	6,9	8,8	10,3	13,6	9,1	-32,9%	31,6%
<i>Affacturage</i>	0,6								-	-
Crédits d'investissement	169,2	193,3	174,0	245,4	245,7	259,3	261,0	263,2	0,9%	7,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	164,0	189,8	171,8	244,0	244,6	258,2	259,4	262,0	1,0%	7,3%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	6,3	6,2	5,4	5,7	6,3	6,6	6,5	7,8	20,4%	36,5%
<i>Crédit-bail</i>	5,1	3,5	2,2	1,4	1,1	1,1	1,6	1,2	-21,7%	-8,8%
Crédits à l'habitat	50,1	48,0	47,9	54,5	54,0	60,8	60,9	60,4	-0,8%	10,9%
Autres crédits	2,7	2,2	1,6	2,0	2,0	2,5	2,5	2,6	5,5%	29,6%
Encours sain	262,9	274,5	258,3	337,3	338,4	358,2	357,6	353,3	-1,2%	4,7%
Ménages										
Crédits à la consommation	111,8	116,0	114,0	113,9	116,4	116,8	116,7	131,1	12,3%	15,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	105,8	110,4	108,7	109,5	111,6	111,0	111,4	125,9	13,1%	15,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3,9	3,7	4,2	3,9	4,3	5,3	5,0	4,9	-1,8%	26,9%
<i>Crédit-bail</i>	2,1	2,0	1,2	0,6	0,5	0,4	0,4	0,3	-22,2%	-55,2%
Crédits à l'habitat	114,0	123,4	133,9	144,6	147,4	142,2	140,9	136,4	-3,2%	-5,7%
Autres crédits	0,1					0,1	0,0		-	-
Encours sain	225,9	239,4	247,9	258,6	263,8	259,0	257,7	267,5	3,8%	3,4%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	8,2	7,0	23,3	12,8	3,2	3,7	3,5	3,5	0,8%	-72,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>		0,5	15,1	5,0	0,0	0,5	0,0	0,0	-	-100,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	8,2	6,6	8,2	7,8	3,2	3,2	3,5	3,5	0,8%	-54,7%
Crédits d'investissement	144,3	172,3	154,4	163,3	172,3	173,2	177,9	170,2	-4,3%	4,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	144,2	172,3	154,4	163,3	172,3	173,2	177,9	170,2	-4,3%	4,2%
Autres crédits	9,3	4,8	1,6	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	-	-100,0%
Encours sain	161,7	184,1	179,3	176,2	175,5	176,9	181,4	173,7	-4,2%	-1,4%
Autres agents										
Encours sain	72,2	70,7	52,9	41,6	40,5	39,5	39,5	39,0	0,0%	-6,2%
TOTAL										
Encours sain	722,7	768,7	738,4	813,6	818,1	833,5	836,2	833,4	-0,3%	2,4%
<i>dont ECNIL</i>	205,4	209,0	175,9	189,4	191,0	184,1	197,0	196,4	-0,3%	3,7%
Créances douteuses brutes	26,8	35,2	36,2	50,9	52,6	50,7	51,2	50,7	-1,0%	-0,3%
<i>dont ECIL</i>	23,0	29,3	32,4	45,6	47,2	45,1	45,5	45,1	-0,9%	-1,1%
<i>Créances douteuses nettes</i>	15,7	20,7	19,6	31,4	33,5	30,8	30,0	28,3	-5,8%	-9,9%
(dt) <i>Entreprises</i>	10,4	5,9	13,8	21,8	22,1	21,8	20,0	18,8	-5,7%	-13,4%
(dt) <i>Ménages</i>	4,9	2,8	5,9	8,1	10,0	9,0	10,0	9,4	-6,1%	15,8%
Provisions	11,2	14,5	16,6	19,5	19,2	19,8	21,2	22,4	5,8%	15,1%
<i>dont ECIL</i>	9,7	12,2	14,3	17,3	17,0	17,7	19,1	20,3	6,5%	17,2%
Encours brut total	749,6	803,9	774,7	864,5	870,8	884,2	887,4	884,1	-0,4%	2,3%
<i>Taux de créances douteuses</i>	3,6%	4,4%	4,7%	5,9%	6,0%	5,7%	5,8%	5,7%	-0,1 pt	-0,2 pt
<i>dont ECIL</i>	4,3%	5,0%	5,4%	6,8%	7,0%	6,5%	6,6%	6,6%	+0,0 pt	-0,2 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	41,6%	41,3%	45,8%	38,3%	36,4%	39,2%	41,4%	44,2%	+2,8 pt	+5,9 pt
<i>dont ECIL</i>	42,1%	41,5%	44,2%	38,0%	36,1%	39,3%	41,9%	45,0%	+3,1 pt	+7,0 pt

Répartition des concours bancaires sains



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-10	juin-11	juin-12	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	1 trim	1 an
Sociétés non financières	101,7	94,0	105,6	139,0	116,6	135,6	117,2	123,6	5,5%	-11,1%
Dépôts à vue	68,1	64,5	67,1	115,1	94,0	107,5	96,8	99,9	3,2%	-13,2%
Placements liquides ou à court terme	33,4	29,3	38,4	23,7	22,4	28,0	20,3	23,6	16,6%	-0,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Placements indexés sur les taux de marché	33,4	29,3	38,4	23,6	22,4	28,0	20,2	23,6	16,6%	-0,2%
<i>dont comptes à terme</i>	10,2	10,2	27,1	15,9	16,9	13,9	15,2	19,2	26,6%	20,5%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	2,0	10,7	6,7	4,4	4,2	5,1	5,1	4,2	-17,2%	-4,7%
<i>dont certificats de dépôt</i>	21,2	8,4	4,6	3,3	1,3	9,0	0,0	0,0	-	-100,0%
Epargne à long terme	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,0	-46,8%	-79,9%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	-62,7%	-62,6%
Ménages	196,4	211,7	221,4	234,7	232,9	240,1	250,3	235,6	-5,8%	0,4%
Dépôts à vue	61,3	65,2	63,2	70,4	69,2	71,5	74,9	73,8	-1,5%	4,8%
Placements liquides ou à court terme	80,1	84,3	94,7	96,7	96,1	101,3	105,0	105,1	0,1%	8,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	69,2	76,0	83,1	89,4	88,9	93,0	97,6	98,4	0,9%	10,1%
<i>dont livrets ordinaires</i>	58,1	60,7	63,5	64,0	63,6	65,5	69,0	67,9	-1,5%	6,2%
<i>dont livrets A et bleus</i>	7,1	10,9	15,0	19,6	19,3	21,2	22,0	23,9	8,5%	22,1%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	4,6%	46,2%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	52,2%	94,1%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,3	0,4	0,4	1,0	1,1	1,3	1,4	1,4	2,5%	43,4%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	3,4	3,8	3,9	4,5	4,6	4,6	4,7	4,7	-0,6%	3,8%
Placements indexés sur les taux de marché	10,9	8,2	11,6	7,4	7,2	8,2	7,4	6,7	-9,6%	-8,9%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	9,7	7,6	10,5	6,8	6,6	7,4	6,9	6,2	-11,0%	-9,8%
<i>dont bons de caisse</i>	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,9	0,6	1,1	0,5	0,5	0,8	0,5	0,5	8,5%	4,8%
Epargne à long terme	55,1	62,2	63,5	67,6	67,7	67,4	70,4	56,7	-19,4%	-16,0%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	15,6	18,2	20,6	23,7	24,5	25,6	26,8	27,6	2,9%	16,6%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0%	-30,3%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	42,2%	-33,0%
<i>dont actions</i>	0,3	0,7	0,4	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	-5,0%	41,1%
<i>dont obligations</i>	0,5	0,3	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	-6,0%	0,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	4,6	5,9	5,6	6,6	5,8	5,7	5,8	0,8	-86,3%	-87,9%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	33,5	36,9	36,1	36,3	36,4	34,9	36,7	27,3	-25,6%	-24,9%
Autres agents	75,5	57,0	62,6	45,0	46,1	40,8	51,9	48,0	-7,5%	6,8%
Dépôts à vue	32,0	27,1	55,4	38,1	38,0	34,3	43,9	41,2	-6,2%	8,2%
Placements liquides ou à court terme	30,2	29,6	6,8	6,6	7,8	6,4	7,9	6,7	-15,3%	1,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	2,9	2,8	3,2	5,4	6,1	4,9	5,6	6,7	20,1%	22,9%
Placements indexés sur les taux de marché	27,3	26,9	3,6	1,2	1,7	1,5	2,3	5,0	113,3%	320,6%
<i>dont comptes à terme</i>	26,9	26,9	3,6	1,2	1,7	1,5	2,3	1,7	-25,6%	47,0%
Epargne à long terme	13,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	-0,3%	-59,1%
Total actifs financiers	373,6	362,7	389,6	418,7	395,6	416,6	419,4	407,2	-2,9%	-2,7%
Dépôts à vue	161,3	156,9	185,7	223,6	201,2	213,4	215,7	214,9	-0,4%	-3,9%
Placements liquides ou à court terme	143,7	143,2	139,9	127,0	126,2	135,6	133,1	135,4	1,7%	6,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	72,1	78,8	86,3	94,8	95,0	97,9	103,1	103,4	0,2%	9,0%
<i>dont livrets ordinaires</i>	60,3	62,9	66,2	68,7	68,6	69,2	72,4	71,8	-0,9%	4,5%
<i>dont livrets A et bleus</i>	7,9	11,5	15,5	20,3	20,4	22,3	23,1	24,9	7,7%	22,5%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	4,6%	46,2%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	52,2%	94,1%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,3	0,4	0,4	1,0	1,1	1,3	1,4	1,4	2,5%	43,4%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	3,4	3,8	3,9	4,5	4,6	4,6	4,7	4,7	-0,6%	3,8%
Placements indexés sur les taux de marché	71,6	64,4	53,6	32,2	31,2	37,7	30,0	32,0	6,8%	-0,5%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	46,8	44,6	41,2	23,9	25,2	22,8	24,4	27,1	11,0%	13,1%
<i>dont bons de caisse</i>	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	-100,0%	1900,0%
<i>dont certificats de dépôt</i>	21,2	8,4	4,6	3,3	1,3	9,0	0,0	0,0	-	-100,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	3,2	11,4	7,8	4,9	4,7	5,9	5,6	4,8	-14,9%	-3,7%
Epargne à long terme	68,6	62,6	64,0	68,0	68,1	67,6	70,5	56,9	-19,4%	-16,4%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	15,7	18,5	20,9	23,9	24,8	25,7	26,9	27,7	2,9%	15,8%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0%	-30,3%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	42,2%	-33,0%
<i>dont actions</i>	0,4	0,8	0,6	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	-1,0%	-14,2%
<i>dont obligations</i>	13,7	0,3	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	-1,6%	0,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	4,7	5,9	5,6	6,6	5,8	5,8	5,9	0,8	-86,1%	-87,7%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	33,5	36,9	36,1	36,3	36,4	34,9	36,7	27,3	-25,6%	-24,8%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr